

RCS : ORLEANS
Code greffe : 4502

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1982 B 40079
Numéro SIREN : 322 688 474
Nom ou dénomination : SAINT-GOBAIN SULLY

Ce dépôt a été enregistré le 21/06/2021 sous le numéro de dépôt 5516

SAINT GOBAIN SULLY

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2020)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

A l'Associé unique
SAINT GOBAIN SULLY
16, route d'Isdes
BP 32
45600 SULLY SUR LOIRE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAINT GOBAIN SULLY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2021

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Edouard Sattler

SAINT-GOBAIN SULLY

Au capital de 3 351 875

Siège social

16 ROUTE D ISDES 45600 SULLY SUR LOIRE

45600 SULLY SUR LOIRE

RCS 32268847400046

COMPTES ANNUELS

ET ANNEXES

SAINT-GOBAIN SULLY
Etats financiers au 31 décembre 2020

Bilan actif

| BILAN-ACTIF | Exercice 2020 | | | Exercice 2019 |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Brut | Amort. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | 0 | | 0 | 0 |
| Frais d'établissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de développement | 1 225 686 | 1 218 289 | 7 397 | 37 744 |
| Concessions, brevets et droits similaires | 2 350 517 | 1 967 792 | 382 725 | 684 945 |
| Fonds commercial | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Avances sur immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL immobilisations incorporelles | 3 576 203 | 3 186 081 | 390 122 | 722 689 |
| Terrains | 650 388 | 267 272 | 383 116 | 383 308 |
| Constructions | 15 332 613 | 11 721 559 | 3 611 054 | 3 544 367 |
| Installations techniques, matériel | 36 442 604 | 24 713 568 | 11 729 036 | 11 457 301 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 902 769 | 1 593 227 | 309 542 | 331 038 |
| Immobilisations en cours | 1 597 758 | 0 | 1 597 758 | 2 037 124 |
| Avances et acomptes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL immobilisations corporelles | 55 926 132 | 38 295 626 | 17 630 506 | 17 753 137 |
| Participations selon la méthode de meq | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres participations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créances rattachées à des participations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres titres immobilisés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prêts | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 | 1 800 |
| TOTAL immobilisations financières | 0 | 0 | 0 | 1 800 |
| Total Actif Immobilisé (II) | 59 502 336 | 41 481 708 | 18 020 628 | 18 477 626 |
| Matières premières, approvisionnements | 15 923 499 | 363 516 | 15 559 984 | 16 939 158 |
| En cours de production de biens | 3 178 136 | 178 316 | 2 999 820 | 4 189 220 |
| En cours de production de services | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits intermédiaires et finis | 14 584 003 | 3 080 984 | 11 503 020 | 10 839 602 |
| Marchandises | 114 488 | 0 | 114 488 | 156 862 |
| TOTAL Stock | 33 800 126 | 3 622 815 | 30 177 311 | 32 124 843 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 35 490 | 0 | 35 490 | 28 891 |
| Clients et comptes rattachés | 9 080 430 | 768 952 | 8 311 477 | 10 553 349 |
| Autres créances | 6 297 878 | 0 | 6 297 878 | 5 279 805 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Créances | 15 413 798 | 768 952 | 14 644 846 | 15 862 045 |
| Valeurs mobilières de placement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont actions propres: | | | | |
| Disponibilités | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Disponibilités | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges constatées d'avance | 137 448 | 0 | 137 448 | 116 202 |
| Total Actif Circulant (III) | 49 351 373 | 4 391 768 | 44 959 605 | 48 103 090 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | 0 | | 0 | 0 |
| Prime de remboursement des obligations (V) | 0 | | 0 | 0 |
| Ecart de conversion actif (VI) | 92 867 | | 92 867 | 96 884 |
| Total Général (I à VI) | 108 946 576 | 45 873 475 | 63 073 101 | 66 677 600 |

SAINT-GOBAIN SULLY
Etats financiers au 31 décembre 2020

Bilan passif

| BILAN-PASSIF | 2020 | 2019 |
|---|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel dont versé : 3 351 875 | 3 351 875 | 3 351 875 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, | 769 086 | 769 086 |
| Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence 0 | 0 | 0 |
| Réserve légale | 359 627 | 359 627 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 0 | 0 |
| Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0 | 0 | 0 |
| Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Réserves | 359 627 | 359 627 |
| Report à nouveau | 8 688 728 | 6 924 088 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | -1 973 283 | 7 058 561 |
| Subventions d'investissement | 0 | 0 |
| Provisions réglementées | 3 128 278 | 2 951 313 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES (I) | 14 324 312 | 21 414 550 |
| Produit des émissions de titres participatifs | 0 | 0 |
| Avances conditionnées | 0 | 0 |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II) | 0 | 0 |
| Provisions pour risques | 2 869 868 | 886 885 |
| Provisions pour charges | 909 212 | 667 323 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III) | 3 779 081 | 1 554 207 |
| Emprunts obligataires convertibles | 0 | 0 |
| Autres emprunts obligataires | 0 | 0 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 0 | 0 |
| Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0 | 28 550 109 | 25 973 872 |
| TOTAL Dettes financières | 28 550 109 | 25 973 872 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 0 | 0 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 7 093 979 | 7 725 163 |
| Dettes fiscales et sociales | 6 093 556 | 7 274 766 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 420 405 | 1 144 745 |
| Autres dettes | 2 563 673 | 1 351 902 |
| TOTAL Dettes d'exploitation | 16 171 613 | 17 496 576 |
| Produits constatés d'avance | 225 918 | 225 918 |
| TOTAL DETTES (IV) | 44 947 640 | 43 696 365 |
| Ecart de conversion Passif (V) | 22 068 | 12 477 |
| TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V) | 63 073 101 | 66 677 600 |

SAINT-GOBAIN SULLY
Etats financiers au 31 décembre 2020

Compte de résultat

| COMPTE DE RESULTAT | Exrcice 2020 | | | Exercice2019 |
|--|--|------------------------------|--|-------------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Ventes de marchandises | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Production vendue biens | 24 383 756 | 31 642 218 | 56 025 974 | 73 386 803 |
| Production vendue services | 4 273 958 | 4 738 389 | 9 012 347 | 10 886 285 |
| Chiffres d'affaires nets | 28 657 715 | 36 380 606 | 65 038 321 | 84 273 088 |
| Production stockée | | | 1 921 099 | -285 544 |
| Production immobilisée | | | 2 021 | 29 385 |
| Subventions d'exploitation | | | 0 | 100 316 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 1 332 168 | 2 214 119 |
| Autres produits | | | 2 683 497 | 3 122 685 |
| | | | Total des produits d'exploitation (I) | 89 454 049 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 77 855 | 131 381 |
| Variation de stock (marchandises) | | | 101 601 | 153 815 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | 13 975 876 | 17 913 383 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | 1 410 298 | 2 149 593 |
| Autres achats et charges externes | | | 20 007 199 | 24 062 311 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 1 496 491 | 1 598 187 |
| Salaires et traitements | | | 18 186 097 | 19 008 817 |
| Charges sociales | | | 7 968 511 | 8 401 110 |
| Dotations d'exploitation | sur | Dotations aux amortissements | 2 208 568 | 2 116 786 |
| | immobilisations | Dotations aux provisions | 0 | 0 |
| | Sur actif circulant : dotations aux provisions | | 3 461 252 | 792 478 |
| | | | 2 588 633 | 903 519 |
| Autres charges | | | 1 387 584 | 2 395 703 |
| | | | Total des charges d'exploitation (II) | 79 627 082 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | | -1 892 858 | 9 826 966 |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | 0 | 0 |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | 0 | 0 |
| Produits financiers de participations | | | 0 | 0 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | 0 | 0 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 5 464 | 4 372 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 0 | 0 |
| Différences positives de change | | | 6 536 | 2 224 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 0 | 0 |
| | | | Total des produits financiers (V) | 6 596 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 2 000 | 4 000 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 107 522 | 75 621 |
| Différences négatives de change | | | 102 398 | 616 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 0 | 0 |
| | | | Total des charges financières (VI) | 80 237 |
| RÉSULTAT FINANCIER | | | -199 921 | -73 641 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI) | | | -2 092 779 | 9 753 326 |

SAINT-GOBAIN SULLY
Etats financiers au 31 décembre 2020

Compte de résultat (suite)

| COMPTE DE RESULTAT (suite) | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 0 | 0 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 1 001 | 0 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 521 717 | 1 092 477 |
| Total des produits exceptionnels (VII) | 522 718 | 1 092 477 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 0 | 0 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 114 632 | 0 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 974 038 | 751 454 |
| Total des charges exceptionnelles (VIII) | 1 088 670 | 751 454 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII) | -565 952 | 341 023 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | -40 747 | 1 189 858 |
| Impôts sur les bénéfices (X) | -644 701 | 1 845 930 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | 71 511 824 | 90 553 122 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | 73 485 107 | 83 494 562 |
| BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) | -1 973 283 | 7 058 561 |

SAINT-GOBAIN SULLY

SAS au capital de 3 351 875 euros

Siège Social : 16, Route d'Isdes
45600 SULLY SUR LOIRE

R.C.S. ORLEANS 322 688 474

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2020

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 1. | FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE | 2 |
| 1.1. | Impacts liés à la pandémie de Covid-19 | 2 |
| 2. | PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION | 3 |
| 2.1. | Principes comptables..... | 3 |
| 2.2. | Principales méthodes utilisées..... | 3 |
| 2.2.1. | Immobilisations et amortissements | 3 |
| 2.2.2. | Stocks..... | 4 |
| 2.2.3. | Créances | 4 |
| 2.2.4. | Conversion des créances et des dettes libellées en devises..... | 5 |
| 2.2.5. | Disponibilités et concours bancaires courants | 5 |
| 2.2.6. | Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail | 5 |
| 2.2.7. | Provision pour risques et charges..... | 5 |
| 2.2.8. | Chiffre d'affaires | 5 |
| 3. | NOTES SUR LE BILAN..... | 6 |
| 3.1. | Immobilisations | 6 |
| 3.2. | Actif circulant | 7 |
| 3.3. | Capitaux propres | 7 |
| 3.4. | Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif | 8 |
| 3.5. | Etat des créances et dettes par échéances | 9 |
| 3.6. | Comptes rattachés..... | 9 |
| 3.7. | Transactions avec des parties liées | 10 |
| 4. | NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT..... | 10 |
| 4.1. | Ventilation du chiffre d'affaires | 10 |
| 4.2. | Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges..... | 10 |
| 4.3. | Résultat financier | 10 |
| 4.4. | Résultat exceptionnel | 10 |
| 4.5. | Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel..... | 11 |
| 4.6. | Accroissements et allègements de la dette future d'impôt..... | 11 |
| 5. | AUTRES INFORMATIONS..... | 12 |
| 5.1. | Engagements financiers | 13 |
| 5.2. | Effectif moyen..... | 13 |
| 5.3. | Rémunération des organes d'Administration..... | 14 |
| 5.4. | Consolidation..... | 14 |
| 5.5. | Intégration fiscale | 14 |
| 5.6. | Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan | 14 |
| 5.7. | Autres éléments significatifs | 14 |
| 5.8. | Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice | 14 |

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 09 Avril 2021 par le Président.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires de la société Saint-Gobain Sully a été en baisse par rapport à l'année précédente (-22.8%).

L'activité est en baisse sur les tous marchés, surtout l'Aéronautique (hélicoptères et militaire quasi-stable), et du Blindé et de la Marine.

L'évolution du taux de change €/€ a été défavorable sur le résultat de l'exercice : 1,13 en moyenne sur l'année 2020, par rapport à 1,119 en moyenne sur l'année 2019.

1.1. Impacts liés à la pandémie de Covid-19

L'activité de la Société a été fortement impactée par la pandémie de Covid-19 au cours du premier semestre 2020, et restait stable à ce niveau pendant le second semestre.

Dans ce contexte, les mesures prises par la Société pour faire face à la crise engendrée par la pandémie se sont manifestées à la fois par des décisions rapides prises dans le respect des priorités principales du Groupe Saint-Gobain :

- La santé et la sécurité des collaborateurs et autres parties prenantes,
- Le suivi du niveau de trésorerie de la Société, avec des mesures strictes d'adaptation de l'outil industriel, de réduction des coûts et des investissements et de contrôle du besoin en fonds de roulement, accompagnant les actions spécifiques de renforcement de la trésorerie du Groupe Saint-Gobain. Les dispositifs de report d'échéances fiscales et sociales n'ont pas été utilisés par la Société.
- La poursuite du service aux clients, avec un recours accru au digital dès le début de la crise, poursuivi par la mise en place de nouveaux services pour adapter les solutions aux besoins post-coronavirus.
- La préparation précoce des conditions de redémarrage des installations commerciales, industrielles et logistiques, qui a permis d'accompagner au mieux la reprise dès que les mesures restrictives ont été levées.

Parallèlement à un ajustement des niveaux de production et à des mesures de réduction des coûts, la Société a pu utiliser les dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement en France. Elle a notamment bénéficié, principalement au cours du 1^{er} semestre 2020, des mesures de chômage partiel, comptabilisés en réduction des charges salariales afférentes.

Les charges générées par les mesures prises en réponse à la crise de Covid-19, qu'elles soient liées aux dépenses spécifiques de protection sanitaire (masques, gel hydro alcoolique, tests...) ou aux adaptations de l'outil industriel à la demande (charges fixes non absorbées du fait de la baisse d'activité), ont été intégralement comptabilisées en charges opérationnelles.

Les effets de la pandémie, bien qu'en très forte atténuation au cours du second semestre, ont néanmoins été considérés dans la valorisation des actifs à la date de clôture.

La revue des comptes clients suite aux conséquences de la crise de Covid-19 n'a pas fait apparaître de risques majeurs de défaut de paiement.

Les frais fixes liés à la sous-activité imputable à la crise de Covid-19 ont été exclus de la valorisation des stocks.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1. Principes comptables

Les états financiers sont établis conformément au Plan Comptable Général en vigueur, aux dispositions de la législation française et aux principes généralement admis en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2. Principales méthodes utilisées

2.2.1. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'acquisition comprend :

- le prix d'achat,
- les coûts directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place du bien, engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionnement du bien.

Les coûts d'emprunt ne sont pas incorporés dans le coût d'acquisition.

La société applique le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, le règlement CRC 2003-07 relatif à la définition des composants ainsi que le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.

a) Immobilisations incorporelles

Les frais de recherche sont inclus dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont exposés. En revanche, les coûts de développement correspondant à des projets nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale sont enregistrés en immobilisations incorporelles pendant l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée du projet, n'excédant pas 5 ans.

Les brevets et marques pour lesquels la durée de consommation des avantages économiques attendus est déterminable sont amortis linéairement sur une durée réelle d'utilisation allant de 7 à 20 ans. Les licences d'utilisation et les frais de développement des logiciels à usage commercial sont amortis linéairement sur une durée allant de 3 à 5 ans selon leur durée de vie estimée.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les principales durées estimées d'utilisation des biens peuvent être résumées comme suit :

| | |
|---------------------------------|------------|
| - constructions | 40 ans |
| - agencements des constructions | 25 ans |
| - matériel industriel | 5 à 16 ans |
| - outillage industriel | 3 à 12 ans |
| - matériel de transport | 5 ans |
| - matériel de bureau | 4 à 12 ans |
| - matériel informatique | 3 ans |
| - mobilier | 12 ans |

Les amortissements dérogatoires, correspondant à la différence entre les amortissements calculés en application des dispositions fiscales et les amortissements calculés sur la durée d'utilisation prévue, figurent sous la rubrique "Provisions réglementées" au passif du bilan.

Lorsque la valeur d'utilité d'un ensemble d'immobilisations corporelles est jugée notablement inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel est constaté.

c) Immobilisations financières

Néant

2.2.2. Stocks

Les stocks de matières premières marchandises et autres approvisionnements sont évalués à leur coût d'acquisition, qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires, selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés selon la méthode du prix de revient complet de production, qui comprend les coûts directs et indirects de production. Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur brute s'avère supérieure à la valeur de marché ou à la valeur nette de réalisation.

La valeur de réalisation est notamment estimée en fonction des perspectives de revente et du niveau d'obsolescence des produits ayant une rotation supérieure à 3 ans ou exceptionnellement l'annulation d'une commande.

2.2.3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas.

Les créances échues depuis plus de 9 mois (risques de non paiement ou litiges qualité) sont dépréciées en totalité.

2.2.4. Conversion des créances et des dettes libellées en devises

Les dettes et créances libellées en devises et ayant fait l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan au cours de couverture garanti.

Les dettes et les créances n'ayant pas fait l'objet d'une couverture du risque de change figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. Les différences de conversion calculées sont alors inscrites au bilan dans le poste "Ecart de conversion actif ou passif".

Une provision pour risques est constituée, le cas échéant, afin de couvrir les pertes de change latentes non couvertes.

2.2.5. Disponibilités et concours bancaires courants

Les disponibilités sont constituées de valeurs immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal.

Dans le cadre du dispositif de centralisation des disponibilités au niveau de sa maison mère, la société dispose d'un compte courant intra-groupe auprès de Saint-Gobain Glass France.

2.2.6. Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail

Les droits acquis par le personnel, afférents aux **indemnités de départ en retraite, ne sont pas provisionnés**. Ils sont mentionnés sous la rubrique "engagements financiers" (voir paragraphe 5.1.a).

Les engagements de la société au titre des **médailles du travail** sont comptabilisés en provision pour risques et charges (voir paragraphe 3.4).

2.2.7. Provision pour risques et charges

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'évènements passés, dont la mesure peut-être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

- Méthode d'évaluation des provisions pour garantie clients calculées sur les bases historiques de 3 ans par ligne de produits appliquée au chiffre d'affaires de l'année
- Méthode d'évaluation des litiges qualifiés justifiés par une réclamation client reconnue par SG Sully. Provision déterminée par une estimation des coûts de remise en état ou de remplacement des produits litigieux.

2.2.8. Chiffre d'affaires

Les ventes de produits finis sont enregistrées en produits au moment de la livraison des biens ou selon les conditions spécifiques prévues à chaque contrat.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. Immobilisations

a) Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 23 K€ et concernent des logiciels.

La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à 363 K€.

b) Immobilisations corporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 1 730 K€ et la dotation aux amortissements à 1 845 K€.

La société a cédé ou mis hors service des immobilisations ayant une valeur brute de 249 K€, dégageant une moins-value nette de 372,00 €.

Les immobilisations en cours s'élèvent à 1 598 K€ et se décomposent selon les catégories d'immobilisations ci-dessous :

| | |
|-----------------------------|--------|
| - Matériel Informatique | 70 K€ |
| - Outillage Industriel | 214 K€ |
| - Matériel Industriel | 899 K€ |
| - Agencements Constructions | 415 K€ |

c) Immobilisations financières

Les investissements de l'exercice représentent 341 K€.

304 K€ correspondant au fonds de garantie BNP Factoring

37 K€ correspondant aux prêts PEG et personnel

d) Variation des immobilisations et des amortissements

Variation des immobilisations

| (en milliers d'euros) | 01/01/2020 | Augmentation | Diminution | Reclassement | 31/12/2020 |
|--|---------------|--------------|-------------|--------------|---------------|
| Frais d'établissement | 0 | | | | 0 |
| Fonds de commerce | 0 | | | | 0 |
| Coût de développement | 1 226 | | | | 1 226 |
| Brevet et licences | 2 320 | 23 | | 7 | 2 351 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | 0 |
| terrains | 650 | | | | 650 |
| Constructions | 15 082 | 20 | | 231 | 15 333 |
| Installations techniques et autres immobilisations corporelles | 36 683 | 600 | -249 | 1 311 | 38 345 |
| Immobilisations en cours | 2 037 | 1 109 | | -1 549 | 1 598 |
| Avances et acomptes | 0 | | | | 0 |
| Immobilisations financières | 2 | 341 | -343 | | 0 |
| TOTAL | 57 999 | 2 095 | -592 | 0 | 59 502 |

Variation des amortissements et dépréciations

| (en milliers d'euros) | Amortissements et dépréciations au début de l'exercice | Exploitation | | Exceptionnels | | Reclassements | Amortissements et dépréciations en fin d'exercice |
|---|--|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|---|
| | | Augmentations | Diminutions | Augmentations | Diminutions | | |
| I Amortissements immobilisations incorporelles | 2 822 | 364 | | | | | 3 186 |
| II Dépréciations immobilisations incorporelles | | | | | | | 0 |
| TOTAL | 2 822 | 364 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 186 |
| III Amortissements immobilisations corporelles | 36 699 | 1 845 | -249 | | | | 38 295 |
| IV Dépréciations immobilisations corporelles | | | | | | | 0 |
| TOTAL | 36 699 | 1 845 | -249 | 0 | 0 | 0 | 38 295 |

3.2. Actif circulant

Dépréciation de l'actif circulant

(en milliers d'euros)

| Rubriques | Dépréciations au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | Dépréciations à la fin de l'exercice |
|--------------|--------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Stocks | 1 266 | 3 015 | -659 | 3 623 |
| Créances | 335 | 600 | -167 | 769 |
| TOTAL | 1 601 | 3 616 | -825 | 4 392 |

3.3. Capitaux propres

a) Capital Social

Le capital social, d'un montant de 3 351 875 euros, se compose de 216 250 actions d'une valeur nominale de 15,50 euros chacune, détenues à hauteur de 100 % par Saint-Gobain Glass France.

b) Variation des capitaux propres

en euros

| Intitulé | Ouverture | Impact changement de méthode | Report à nouveau | Dividendes | Résultat 2020 | Autres | Clôture |
|-------------------------------|-------------------|------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Capital social | 3 351 875 | | | | | | 3 351 875 |
| Prime d'émission | 769 086 | | | | | | 769 086 |
| Ecart de réévaluation | | | | | | | 0 |
| Réserve légale | 359 627 | | | | | | 359 627 |
| Réserves ordinaires | | | | | | | 0 |
| Report à nouveau | 6 924 088 | | 1 764 640 | | | | 8 688 728 |
| Acompte sur dividendes | | | | | | | 0 |
| Provision réglementées | 2 951 313 | | | | | 176 965 | 3 128 278 |
| Subvention d'investissement | | | | | | | 0 |
| Résultat de l'exercice | 7 058 561 | | -1 764 640 | -5 293 920 | -1 973 283 | | -1 973 283 |
| TOTAL Capitaux Propres | 21 414 550 | 0 | 0 | -5 293 920 | -1 973 283 | 176 965 | 14 324 312 |

c) Provisions réglementées

| (en milliers d'euros) | 01/01/2020 | Impact changement de méthode | Augmentation | Diminution | 31/12/2020 |
|--------------------------------|--------------|------------------------------|--------------|-------------|--------------|
| Provision pour investissement | | | | | 0 |
| Provision pour hausse des prix | | | | | 0 |
| Amortissements dérogatoires | 2 951 | | 389 | -212 | 3 128 |
| Autres provisions réglementées | | | | | 0 |
| TOTAL | 2 951 | 0 | 389 | -212 | 3 128 |

3.4. Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif

Variation des provisions pour risques et charges et pour dépréciations sur actif circulant et immobilisé

| (en milliers d'euros) | 01/01/2020 | Impact changement de méthode | Dotation | Utilisation | Reprise | 31/12/2020 |
|---|------------|------------------------------------|----------|-------------|---------|------------|
| Provision retraite | | | | | | 0 |
| Provision indemnités de fin de carrière | | | | | | 0 |
| Provision autres avantages LT personnel | 266 | | 9 | | -24 | 251 |
| Provision CATS | | | | | | 0 |
| Provision litiges chantiers | | | | | | 0 |
| Divers (1) | 1 288 | | 3 012 | | -772 | 3 528 |
| Provisions impôts | 0 | | | | | 0 |
| TOTAL | 1 554 | 0 | 3 021 | 0 | -796 | 3 779 |
| Provisions dépréciations sur actif circulant | 1 601 | | 3 616 | | -825 | 4 392 |
| sur autres actifs immobilisés | | | | | | 0 |
| TOTAL | 1 601 | 0 | 3 616 | 0 | -825 | 4 392 |

(1) La ligne divers comprend des provisions pour litiges qualité, personnel, perte de change, et UP/AP.

3.5. Etat des créances et dettes par échéances

| (en milliers d'euros) | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance +1 an -5 ans | Échéance +5 ans |
|---|--------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------|
| Actif immobilisé : | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Autres immobilisations financières | 0 | 0 | | |
| Actif circulant : | 15 378 | 14 777 | 601 | 0 |
| . Créances clients | 9 080 | 8 479 | 601 | |
| . Créances diverses | 6 298 | 6 298 | | |
| Charges constatées d'avance : | 137 | 137 | | |
| Dettes financières : | 28 550 | 103 | 28 447 | 0 |
| . Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 0 | 0 | 0 | |
| . Dettes financières diverses (2) | 28 550 | 103 | 28 447 | |
| Dettes d'exploitation et diverses (1) | 16 172 | 16 172 | | |
| Produits constatés d'avance : | 226 | 226 | | |

(1) dont 10 035 K€ de charges à payer

(2) dont 28 000 K€ auprès de la Cie Saint-Gobain

3.6. Comptes rattachés

Les **charges constatées d'avance** s'élèvent à 137 K€ et sont principalement constituées de :

- 117 K€ d'assurances
- 20 K€ de marchandises – factures non reçues

Les **charges à payer**, qui s'élèvent au total à 10 035 K€, sont constituées principalement :

- de dettes fournisseurs d'exploitation pour 3 318 K€
- de dettes fiscales et sociales pour 4 721 K€
- de dettes fournisseurs d'immobilisations pour 285 K€
- autres dettes pour 1 692 K€
- Emprunts et dettes financières divers pour 19 K€

3.7. Transactions avec des parties liées

Aucune transaction n'a été conclue avec des parties liées qui soit significative et à des conditions anormales de marché.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Par secteur géographique

Le chiffre d'affaires net réalisé en France représente 44 % du chiffre d'affaires net total (49 % en 2019), contre 56 % pour le chiffre d'affaires net export (51 % en 2019).

Par activité

Sully a atteint, en 2020, un Chiffre d'Affaires de 65 038 K€, soit une baisse de 22.82 % par rapport à l'année précédente.

4.2. Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges

Au cours de l'exercice, le montant global des dépenses de Recherche et des coûts de Développement s'est élevé à 3,72 Millions d'euros.

4.3. Résultat financier

(en milliers d'euros)

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

| | |
|--|-------|
| - Dividendes | |
| - Quote-part de résultat GIE / SCI / SNC | |
| - Dotations / reprises médailles travail & Unité Performance | - 2 |
| - Intérêts financiers nets | - 102 |
| - Résultat de change | - 95 |
| | ----- |
| Résultat financier | - 199 |

4.4. Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

| | |
|---|-------|
| - Solde net des dotations / reprises sur amortissements dérogatoires | - 177 |
| - Solde net des dotations / reprises sur provision pour impôts | |
| - Solde net des dotations / reprises sur provisions pour litiges | - 275 |
| - Solde net des dotations / reprises sur autres provisions risques et charges | |
| - Charges et produits exceptionnels de gestion | - 114 |
| - Plus et moins-values de cessions | 2 |
| | ----- |
| Résultat exceptionnel | - 566 |

4.5. Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel

| Répartition | Résultat avant impôt | Impôt dû | Résultat net après impôt |
|--|----------------------|----------|--------------------------|
| Résultat courant hors participation | -2 093 | 88 | -2 005 |
| Résultat exceptionnel à court terme | -566 | 158 | -407 |
| Résultat exceptionnel à long terme | | | 0 |
| Participation des salariés aux fruits de l'expansion | 41 | -11 | 29 |
| Contribution sociale sur les bénéfices | | | 0 |
| Créance d'impôt à raison des pertes fiscales antérieures | | | 0 |
| Crédit d'impôt recherche | | 527 | |
| Correction années antérieures | | -117 | |
| Impôts | | | 0 |
| Résultat comptable | -2 618 | 645 | -1 973 |

4.6. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Les éléments entraînant un décalage d'imposition conduisent à un allègement de la dette future d'impôt de 172 K€, calculé au taux de 25,80 %.

La situation fiscale latente s'analyse comme suit :

| en milliers d'euros et en base impot | Montants en K€ |
|--|-------------------|
| BASES D'IMPOTS DUS : | |
| . Provisions réglementées : | -3 128 |
| - Provision pour hausse des prix | |
| - Provision pour fluctuation des cours | |
| - Provision pour investissements | |
| - Amortissements dérogatoires | -3 128 |
| . Subventions d'investissement | |
| . Produits non imposables temporairement : | 0 |
| (à réintégrer l'année de leur acquisition) | |
| - plafonnement TP | |
| TOTAL ACCROISSEMENTS | -3 128 |
| BASE D'IMPOT PAYE D'AVANCE : | |
| . Charges non déductibles temporairement : | 2 461 |
| (à déduire l'année suivante) | |
| - Provision pour risques et charges | |
| - Provision pour congés payés | 2 394 |
| - Provision pour bonus à payer | |
| - Contribution solidarité | 67 |
| - Participation | 0 |
| TOTAL ALLEGEMENTS | 2 461 |
| SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE | -667 |
| Impôt dû sur plus-values différées | |
| Crédit à imputer sur : | 0 |
| - Amortissements réputés différés | |
| - Déficit reportables | |
| - Moins-values au taux réduit | |
| SITUATION FISCALE LATENTE NETTE | -667 |

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Engagements financiers

a) Retraite

A leur départ en retraite, les salariés de la société reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective. De même au cours de leur vie professionnelle, les salariés acquièrent progressivement l'ancienneté déterminant l'attribution des pensions ou rentes auxquels ils peuvent prétendre à la fin de leur période d'activité.

Le montant cumulé de ces engagements sociaux non provisionnés a été évalué au 31 décembre 2020 à 4 535 K€.

Ils recouvrent, d'une part, les indemnités de fin de carrière à hauteur de 4 469 K€ et, d'autre part, les rentes viagères à hauteur de 66 K€. Les rentes viagères concernent les retraités, les préretraités et les actifs "futurs ayant droit".

L'estimation actuarielle des prestations accordées repose sur la méthode des unités de crédit projetées fondée sur le salaire de fin de carrière et les droits déterminés à la date d'évaluation.

Les calculs actuariels de ces engagements sont effectués par un cabinet spécialisé.

b) Autres engagements financiers

Les achats de devises à terme s'élèvent à 7175 K€ au 31 décembre 2020.

Les cautions et avals délivrés par la BNP s'élèvent 671 K€ .

5.2. Effectif moyen

| Effectif moyen | | | |
|-----------------------------------|-------------------|---|------------|
| | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'entreprise | TOTAL |
| Cadres | 58 | | 58 |
| Agents de maîtrise et Techniciens | 87 | | 87 |
| Employés | 324 | 5 | 329 |
| TOTAL | 469 | 5 | 474 |

5.3. Rémunération des organes d'Administration

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cette information conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5.4. Consolidation

Les comptes individuels de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la Compagnie de Saint-Gobain.

5.5. Intégration fiscale

Depuis le 01/01/1993, la société est comprise dans un périmètre d'intégration fiscale conformément à l'accord qu'elle a donné à l'option exercée par la Société Mère en application de l'article 223 A du Code Général des Impôts.

La convention d'intégration prévoit la neutralité fiscale pour les filiales intégrées. Dans leurs relations avec la Compagnie de Saint-Gobain, société mère intégrante, les filiales acquittent leur impôt comme si elles étaient imposées séparément.

En cas de sortie du Groupe, les filiales déficitaires n'ont droit à aucune indemnisation au titre des déficits transmis à l'intégrante pendant la période d'intégration.

5.6. Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan

NEANT

5.7. Autres éléments significatifs

NEANT

5.8. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

NEANT

SAINT-GOBAIN SULLY
S.A.S. au capital de 3.351.875 Euros
Siège social : 16, route d'Isdes – 45600 SULLY-SUR-LOIRE
R.C.S. ORLEANS 322 688 474

| |
|--|
| DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 17 MAI 2021 |
|--|

La Société SAINT-GOBAIN GLASS France, Associé unique de SAINT-GOBAIN SULLY, Société par Actions Simplifiée, conformément à la décision du Président du 9 avril 2021 est consultée sur :

- le rapport de gestion de l'exercice 2020,
- le rapport général du Commissaire aux comptes,
- l'approbation de ces rapports et des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020,
- l'affectation du résultat.

Le Président atteste :

- que les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés, par décision du Président, le 9 avril 2021,
- qu'il a adressé le 30 avril 2021 à l'Associé unique :
 - o La copie de la décision du 9 avril 2021,
 - o Le rapport de gestion de l'exercice 2020,
 - o La copie du rapport général du Commissaire aux comptes,
 - o Le bilan, le compte de résultat et l'annexe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020,
 - o Le texte des résolutions en projet,
 - o Un exemplaire des statuts.

La Société SAINT-GOBAIN GLASS France doit se prononcer sur les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

La société SAINT-GOBAIN GLASS France, après avoir pris entière connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuve tels qu'ils lui ont été présentés les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'associé unique approuve notamment, en application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, les dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 de ce même code pour un montant de 39 098 euros.

En conséquence, l'associé unique donne quitus entier au Président pour l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

Cette résolution est adoptée.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé unique, après avoir constaté que le compte de résultat de l'exercice fait ressortir une perte de - 1 973 282,81 euros, décide de l'affecter de la façon suivante :

| | |
|--|-----------------------|
| Résultat de l'exercice | -1 973 282,81 € |
| Report à nouveau de l'exercice précédent | 8 688 728,36 € |
| Résultat distribuable | 6 715 445,55 € |
| | |
| Solde à virer au compte de report à nouveau | 6 715 445,55 € |

Aucun dividende ne sera mis en paiement en mai 2021.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les distributions des trois derniers exercices ont été les suivantes :

| ANNEE | NOMBRE D' ACTIONS | DIVIDENDE | AVOIR FISCAL | DIVIDENDE GLOBAL PAR ACTION | DIVIDENDES VERSES (TOTAL) |
|-------|-------------------|-----------|--------------|-----------------------------|---------------------------|
| 2017 | 216 250 | 20,61 € | - | 20,61 € | 4 456 282,00 € |
| 2018 | 216 250 | 18,12 € | - | 18,12 € | 3 917 639,00 € |
| 2019 | 216 250 | 24,48 € | - | 24,48 € | 5 293 920,46 € |

Cette résolution est adoptée.

Le Président joint en annexe au présent procès-verbal :

- le rapport de gestion sur l'exercice 2020,
- le bilan, le compte de résultat et les annexes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020,
- le rapport général du Commissaire aux comptes.

Le Président,
Saint-Gobain Glass France
Dont le représentant permanent
est Guillaume Texier

L'Associé unique
Saint-Gobain Glass France
Représenté par Guillaume Texier



SAINT GOBAIN SULLY

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2020)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

A l'Associé unique
SAINT GOBAIN SULLY
16, route d'Isdes
BP 32
45600 SULLY SUR LOIRE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAINT GOBAIN SULLY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 30 avril 2021

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Edouard Sattler

SAINT-GOBAIN SULLY

Au capital de 3 351 875

Siège social

16 ROUTE D ISDES 45600 SULLY SUR LOIRE

45600 SULLY SUR LOIRE

RCS 32268847400046

COMPTES ANNUELS

ET ANNEXES

SAINT-GOBAIN SULLY
Etats financiers au 31 décembre 2020

Bilan actif

| BILAN-ACTIF | Exercice 2020 | | | Exercice 2019 |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Brut | Amort. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | 0 | | 0 | 0 |
| Frais d'établissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de développement | 1 225 686 | 1 218 289 | 7 397 | 37 744 |
| Concessions, brevets et droits similaires | 2 350 517 | 1 967 792 | 382 725 | 684 945 |
| Fonds commercial | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Avances sur immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL immobilisations incorporelles | 3 576 203 | 3 186 081 | 390 122 | 722 689 |
| Terrains | 650 388 | 267 272 | 383 116 | 383 308 |
| Constructions | 15 332 613 | 11 721 559 | 3 611 054 | 3 544 367 |
| Installations techniques, matériel | 36 442 604 | 24 713 568 | 11 729 036 | 11 457 301 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 902 769 | 1 593 227 | 309 542 | 331 038 |
| Immobilisations en cours | 1 597 758 | 0 | 1 597 758 | 2 037 124 |
| Avances et acomptes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL immobilisations corporelles | 55 926 132 | 38 295 626 | 17 630 506 | 17 753 137 |
| Participations selon la méthode de meq | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres participations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Créances rattachées à des participations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres titres immobilisés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prêts | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 | 1 800 |
| TOTAL immobilisations financières | 0 | 0 | 0 | 1 800 |
| Total Actif Immobilisé (II) | 59 502 336 | 41 481 708 | 18 020 628 | 18 477 626 |
| Matières premières, approvisionnements | 15 923 499 | 363 516 | 15 559 984 | 16 939 158 |
| En cours de production de biens | 3 178 136 | 178 316 | 2 999 820 | 4 189 220 |
| En cours de production de services | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits intermédiaires et finis | 14 584 003 | 3 080 984 | 11 503 020 | 10 839 602 |
| Marchandises | 114 488 | 0 | 114 488 | 156 862 |
| TOTAL Stock | 33 800 126 | 3 622 815 | 30 177 311 | 32 124 843 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 35 490 | 0 | 35 490 | 28 891 |
| Clients et comptes rattachés | 9 080 430 | 768 952 | 8 311 477 | 10 553 349 |
| Autres créances | 6 297 878 | 0 | 6 297 878 | 5 279 805 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Créances | 15 413 798 | 768 952 | 14 644 846 | 15 862 045 |
| Valeurs mobilières de placement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont actions propres: | | | | |
| Disponibilités | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Disponibilités | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges constatées d'avance | 137 448 | 0 | 137 448 | 116 202 |
| Total Actif Circulant (III) | 49 351 373 | 4 391 768 | 44 959 605 | 48 103 090 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | 0 | | 0 | 0 |
| Prime de remboursement des obligations (V) | 0 | | 0 | 0 |
| Ecarts de conversion actif (VI) | 92 867 | | 92 867 | 96 884 |
| Total Général (I à VI) | 108 946 576 | 45 873 475 | 63 073 101 | 66 677 600 |

SAINT-GOBAIN SULLY
Etats financiers au 31 décembre 2020

Bilan passif

| BILAN-PASSIF | 2020 | 2019 |
|---|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel dont versé : 3 351 875 | 3 351 875 | 3 351 875 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, | 769 086 | 769 086 |
| Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence 0 | 0 | 0 |
| Réserve légale | 359 627 | 359 627 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 0 | 0 |
| Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0 | 0 | 0 |
| Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Réserves | 359 627 | 359 627 |
| Report à nouveau | 8 688 728 | 6 924 088 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | -1 973 283 | 7 058 561 |
| Subventions d'investissement | 0 | 0 |
| Provisions réglementées | 3 128 278 | 2 951 313 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES (I) | 14 324 312 | 21 414 550 |
| Produit des émissions de titres participatifs | 0 | 0 |
| Avances conditionnées | 0 | 0 |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II) | 0 | 0 |
| Provisions pour risques | 2 869 868 | 886 885 |
| Provisions pour charges | 909 212 | 667 323 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III) | 3 779 081 | 1 554 207 |
| Emprunts obligataires convertibles | 0 | 0 |
| Autres emprunts obligataires | 0 | 0 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 0 | 0 |
| Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0 | 28 550 109 | 25 973 872 |
| TOTAL Dettes financières | 28 550 109 | 25 973 872 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 0 | 0 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 7 093 979 | 7 725 163 |
| Dettes fiscales et sociales | 6 093 556 | 7 274 766 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 420 405 | 1 144 745 |
| Autres dettes | 2 563 673 | 1 351 902 |
| TOTAL Dettes d'exploitation | 16 171 613 | 17 496 576 |
| Produits constatés d'avance | 225 918 | 225 918 |
| TOTAL DETTES (IV) | 44 947 640 | 43 696 365 |
| Ecart de conversion Passif (V) | 22 068 | 12 477 |
| TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V) | 63 073 101 | 66 677 600 |

SAINT-GOBAIN SULLY
Etats financiers au 31 décembre 2020

Compte de résultat

| COMPTE DE RESULTAT | Exrcice 2020 | | | Exercice2019 |
|--|---------------------------|------------------------------|-------------------|-------------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Ventes de marchandises | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Production vendue biens | 24 383 756 | 31 642 218 | 56 025 974 | 73 386 803 |
| Production vendue services | 4 273 958 | 4 738 389 | 9 012 347 | 10 886 285 |
| Chiffres d'affaires nets | 28 657 715 | 36 380 606 | 65 038 321 | 84 273 088 |
| Production stockée | | | 1 921 099 | -285 544 |
| Production immobilisée | | | 2 021 | 29 385 |
| Subventions d'exploitation | | | 0 | 100 316 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 1 332 168 | 2 214 119 |
| Autres produits | | | 2 683 497 | 3 122 685 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 70 977 106 | 89 454 049 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 77 855 | 131 381 |
| Variation de stock (marchandises) | | | 101 601 | 153 815 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | 13 975 876 | 17 913 383 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | 1 410 298 | 2 149 593 |
| Autres achats et charges externes | | | 20 007 199 | 24 062 311 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 1 496 491 | 1 598 187 |
| Salaires et traitements | | | 18 186 097 | 19 008 817 |
| Charges sociales | | | 7 968 511 | 8 401 110 |
| Dotations d'exploitation | sur | Dotations aux amortissements | 2 208 568 | 2 116 786 |
| | immobilisations | Dotations aux provisions | 0 | 0 |
| | Sur actif circulant : | dotations aux provisions | 3 461 252 | 792 478 |
| | Pour risques et charges : | dotations aux provisions | 2 588 633 | 903 519 |
| Autres charges | | | 1 387 584 | 2 395 703 |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | 72 869 964 | 79 627 082 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | | -1 892 858 | 9 826 966 |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | 0 | 0 |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | 0 | 0 |
| Produits financiers de participations | | | 0 | 0 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | 0 | 0 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 5 464 | 4 372 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 0 | 0 |
| Différences positives de change | | | 6 536 | 2 224 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 0 | 0 |
| Total des produits financiers (V) | | | 12 000 | 6 596 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 2 000 | 4 000 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 107 522 | 75 621 |
| Différences négatives de change | | | 102 398 | 616 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 0 | 0 |
| Total des charges financières (VI) | | | 211 921 | 80 237 |
| RÉSULTAT FINANCIER | | | -199 921 | -73 641 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI) | | | -2 092 779 | 9 753 326 |

SAINT-GOBAIN SULLY
Etats financiers au 31 décembre 2020

Compte de résultat (suite)

| COMPTE DE RESULTAT (suite) | Exercice 2020 | Exercice 2019 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 0 | 0 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 1 001 | 0 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 521 717 | 1 092 477 |
| Total des produits exceptionnels (VII) | 522 718 | 1 092 477 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 0 | 0 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 114 632 | 0 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 974 038 | 751 454 |
| Total des charges exceptionnelles (VIII) | 1 088 670 | 751 454 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII) | -565 952 | 341 023 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | -40 747 | 1 189 858 |
| Impôts sur les bénéfices (X) | -644 701 | 1 845 930 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | 71 511 824 | 90 553 122 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | 73 485 107 | 83 494 562 |
| BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) | -1 973 283 | 7 058 561 |

SAINT-GOBAIN SULLY

SAS au capital de 3 351 875 euros

Siège Social : 16, Route d'Isdes
45600 SULLY SUR LOIRE

R.C.S. ORLEANS 322 688 474

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2020

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 1. | FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE | 2 |
| 1.1. | Impacts liés à la pandémie de Covid-19 | 2 |
| 2. | PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION | 3 |
| 2.1. | Principes comptables..... | 3 |
| 2.2. | Principales méthodes utilisées..... | 3 |
| 2.2.1. | Immobilisations et amortissements | 3 |
| 2.2.2. | Stocks..... | 4 |
| 2.2.3. | Créances | 4 |
| 2.2.4. | Conversion des créances et des dettes libellées en devises..... | 5 |
| 2.2.5. | Disponibilités et concours bancaires courants | 5 |
| 2.2.6. | Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail | 5 |
| 2.2.7. | Provision pour risques et charges..... | 5 |
| 2.2.8. | Chiffre d'affaires | 5 |
| 3. | NOTES SUR LE BILAN..... | 6 |
| 3.1. | Immobilisations | 6 |
| 3.2. | Actif circulant | 7 |
| 3.3. | Capitaux propres | 7 |
| 3.4. | Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif | 8 |
| 3.5. | Etat des créances et dettes par échéances | 9 |
| 3.6. | Comptes rattachés..... | 9 |
| 3.7. | Transactions avec des parties liées | 10 |
| 4. | NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT..... | 10 |
| 4.1. | Ventilation du chiffre d'affaires | 10 |
| 4.2. | Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges..... | 10 |
| 4.3. | Résultat financier | 10 |
| 4.4. | Résultat exceptionnel | 10 |
| 4.5. | Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel..... | 11 |
| 4.6. | Accroissements et allègements de la dette future d'impôt..... | 11 |
| 5. | AUTRES INFORMATIONS..... | 12 |
| 5.1. | Engagements financiers | 13 |
| 5.2. | Effectif moyen..... | 13 |
| 5.3. | Rémunération des organes d'Administration..... | 14 |
| 5.4. | Consolidation..... | 14 |
| 5.5. | Intégration fiscale | 14 |
| 5.6. | Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan | 14 |
| 5.7. | Autres éléments significatifs | 14 |
| 5.8. | Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice | 14 |

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 09 Avril 2021 par le Président.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires de la société Saint-Gobain Sully a été en baisse par rapport à l'année précédente (-22.8%).

L'activité est en baisse sur les tous marchés, surtout l'Aéronautique (hélicoptères et militaire quasi-stable), et du Blindé et de la Marine.

L'évolution du taux de change €/€ a été défavorable sur le résultat de l'exercice : 1,13 en moyenne sur l'année 2020, par rapport à 1,119 en moyenne sur l'année 2019.

1.1. Impacts liés à la pandémie de Covid-19

L'activité de la Société a été fortement impactée par la pandémie de Covid-19 au cours du premier semestre 2020, et restait stable à ce niveau pendant le second semestre.

Dans ce contexte, les mesures prises par la Société pour faire face à la crise engendrée par la pandémie se sont manifestées à la fois par des décisions rapides prises dans le respect des priorités principales du Groupe Saint-Gobain :

- La santé et la sécurité des collaborateurs et autres parties prenantes,
- Le suivi du niveau de trésorerie de la Société, avec des mesures strictes d'adaptation de l'outil industriel, de réduction des coûts et des investissements et de contrôle du besoin en fonds de roulement, accompagnant les actions spécifiques de renforcement de la trésorerie du Groupe Saint-Gobain. Les dispositifs de report d'échéances fiscales et sociales n'ont pas été utilisés par la Société.
- La poursuite du service aux clients, avec un recours accru au digital dès le début de la crise, poursuivi par la mise en place de nouveaux services pour adapter les solutions aux besoins post-coronavirus.
- La préparation précoce des conditions de redémarrage des installations commerciales, industrielles et logistiques, qui a permis d'accompagner au mieux la reprise dès que les mesures restrictives ont été levées.

Parallèlement à un ajustement des niveaux de production et à des mesures de réduction des coûts, la Société a pu utiliser les dispositifs de soutien mis en place par le gouvernement en France. Elle a notamment bénéficié, principalement au cours du 1^{er} semestre 2020, des mesures de chômage partiel, comptabilisés en réduction des charges salariales afférentes.

Les charges générées par les mesures prises en réponse à la crise de Covid-19, qu'elles soient liées aux dépenses spécifiques de protection sanitaire (masques, gel hydro alcoolique, tests...) ou aux adaptations de l'outil industriel à la demande (charges fixes non absorbées du fait de la baisse d'activité), ont été intégralement comptabilisées en charges opérationnelles.

Les effets de la pandémie, bien qu'en très forte atténuation au cours du second semestre, ont néanmoins été considérés dans la valorisation des actifs à la date de clôture.

La revue des comptes clients suite aux conséquences de la crise de Covid-19 n'a pas fait apparaître de risques majeurs de défaut de paiement.

Les frais fixes liés à la sous-activité imputable à la crise de Covid-19 ont été exclus de la valorisation des stocks.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1. Principes comptables

Les états financiers sont établis conformément au Plan Comptable Général en vigueur, aux dispositions de la législation française et aux principes généralement admis en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2. Principales méthodes utilisées

2.2.1. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'acquisition comprend :

- le prix d'achat,
- les coûts directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place du bien, engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionnement du bien.

Les coûts d'emprunt ne sont pas incorporés dans le coût d'acquisition.

La société applique le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, le règlement CRC 2003-07 relatif à la définition des composants ainsi que le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.

a) Immobilisations incorporelles

Les frais de recherche sont inclus dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont exposés. En revanche, les coûts de développement correspondant à des projets nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale sont enregistrés en immobilisations incorporelles pendant l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée du projet, n'excédant pas 5 ans.

Les brevets et marques pour lesquels la durée de consommation des avantages économiques attendus est déterminable sont amortis linéairement sur une durée réelle d'utilisation allant de 7 à 20 ans. Les licences d'utilisation et les frais de développement des logiciels à usage commercial sont amortis linéairement sur une durée allant de 3 à 5 ans selon leur durée de vie estimée.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les principales durées estimées d'utilisation des biens peuvent être résumées comme suit :

| | |
|---------------------------------|------------|
| - constructions | 40 ans |
| - agencements des constructions | 25 ans |
| - matériel industriel | 5 à 16 ans |
| - outillage industriel | 3 à 12 ans |
| - matériel de transport | 5 ans |
| - matériel de bureau | 4 à 12 ans |
| - matériel informatique | 3 ans |
| - mobilier | 12 ans |

Les amortissements dérogatoires, correspondant à la différence entre les amortissements calculés en application des dispositions fiscales et les amortissements calculés sur la durée d'utilisation prévue, figurent sous la rubrique "Provisions réglementées" au passif du bilan.

Lorsque la valeur d'utilité d'un ensemble d'immobilisations corporelles est jugée notablement inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel est constaté.

c) Immobilisations financières

Néant

2.2.2. Stocks

Les stocks de matières premières marchandises et autres approvisionnements sont évalués à leur coût d'acquisition, qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires, selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés selon la méthode du prix de revient complet de production, qui comprend les coûts directs et indirects de production. Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur brute s'avère supérieure à la valeur de marché ou à la valeur nette de réalisation.

La valeur de réalisation est notamment estimée en fonction des perspectives de revente et du niveau d'obsolescence des produits ayant une rotation supérieure à 3 ans ou exceptionnellement l'annulation d'une commande.

2.2.3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas.

Les créances échues depuis plus de 9 mois (risques de non paiement ou litiges qualité) sont dépréciées en totalité.

2.2.4. Conversion des créances et des dettes libellées en devises

Les dettes et créances libellées en devises et ayant fait l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan au cours de couverture garanti.

Les dettes et les créances n'ayant pas fait l'objet d'une couverture du risque de change figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. Les différences de conversion calculées sont alors inscrites au bilan dans le poste "Ecart de conversion actif ou passif".

Une provision pour risques est constituée, le cas échéant, afin de couvrir les pertes de change latentes non couvertes.

2.2.5. Disponibilités et concours bancaires courants

Les disponibilités sont constituées de valeurs immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal.

Dans le cadre du dispositif de centralisation des disponibilités au niveau de sa maison mère, la société dispose d'un compte courant intra-groupe auprès de Saint-Gobain Glass France.

2.2.6. Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail

Les droits acquis par le personnel, afférents aux **indemnités de départ en retraite, ne sont pas provisionnés**. Ils sont mentionnés sous la rubrique "engagements financiers" (voir paragraphe 5.1.a).

Les engagements de la société au titre des **médailles du travail** sont comptabilisés en provision pour risques et charges (voir paragraphe 3.4).

2.2.7. Provision pour risques et charges

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'évènements passés, dont la mesure peut-être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

- Méthode d'évaluation des provisions pour garantie clients calculées sur les bases historiques de 3 ans par ligne de produits appliquée au chiffre d'affaires de l'année
- Méthode d'évaluation des litiges qualifiés justifiés par une réclamation client reconnue par SG Sully. Provision déterminée par une estimation des coûts de remise en état ou de remplacement des produits litigieux.

2.2.8. Chiffre d'affaires

Les ventes de produits finis sont enregistrées en produits au moment de la livraison des biens ou selon les conditions spécifiques prévues à chaque contrat.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. Immobilisations

a) Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 23 K€ et concernent des logiciels.

La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à 363 K€.

b) Immobilisations corporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 1 730 K€ et la dotation aux amortissements à 1 845 K€.

La société a cédé ou mis hors service des immobilisations ayant une valeur brute de 249 K€, dégageant une moins-value nette de 372,00 €.

Les immobilisations en cours s'élèvent à 1 598 K€ et se décomposent selon les catégories d'immobilisations ci-dessous :

| | |
|-----------------------------|--------|
| - Matériel Informatique | 70 K€ |
| - Outillage Industriel | 214 K€ |
| - Matériel Industriel | 899 K€ |
| - Agencements Constructions | 415 K€ |

c) Immobilisations financières

Les investissements de l'exercice représentent 341 K€.

304 K€ correspondant au fonds de garantie BNP Factoring

37 K€ correspondant aux prêts PEG et personnel

d) Variation des immobilisations et des amortissements

Variation des immobilisations

| (en milliers d'euros) | 01/01/2020 | Augmentation | Diminution | Reclassement | 31/12/2020 |
|--|---------------|--------------|-------------|--------------|---------------|
| Frais d'établissement | 0 | | | | 0 |
| Fonds de commerce | 0 | | | | 0 |
| Coût de développement | 1 226 | | | | 1 226 |
| Brevet et licences | 2 320 | 23 | | 7 | 2 351 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | 0 |
| terrains | 650 | | | | 650 |
| Constructions | 15 082 | 20 | | 231 | 15 333 |
| Installations techniques et autres immobilisations corporelles | 36 683 | 600 | -249 | 1 311 | 38 345 |
| Immobilisations en cours | 2 037 | 1 109 | | -1 549 | 1 598 |
| Avances et acomptes | 0 | | | | 0 |
| Immobilisations financières | 2 | 341 | -343 | | 0 |
| TOTAL | 57 999 | 2 095 | -592 | 0 | 59 502 |

Variation des amortissements et dépréciations

| (en milliers d'euros) | Amortissements et dépréciations au début de l'exercice | Exploitation | | Exceptionnels | | Reclassements | Amortissements et dépréciations en fin d'exercice |
|---|--|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|---|
| | | Augmentations | Diminutions | Augmentations | Diminutions | | |
| I Amortissements immobilisations incorporelles | 2 822 | 364 | | | | | 3 186 |
| II Dépréciations immobilisations incorporelles | | | | | | | 0 |
| TOTAL | 2 822 | 364 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 186 |
| III Amortissements immobilisations corporelles | 36 699 | 1 845 | -249 | | | | 38 295 |
| IV Dépréciations immobilisations corporelles | | | | | | | 0 |
| TOTAL | 36 699 | 1 845 | -249 | 0 | 0 | 0 | 38 295 |

3.2. Actif circulant

Dépréciation de l'actif circulant

(en milliers d'euros)

| Rubriques | Dépréciations au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | Dépréciations à la fin de l'exercice |
|--------------|--------------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Stocks | 1 266 | 3 015 | -659 | 3 623 |
| Créances | 335 | 600 | -167 | 769 |
| TOTAL | 1 601 | 3 616 | -825 | 4 392 |

3.3. Capitaux propres

a) Capital Social

Le capital social, d'un montant de 3 351 875 euros, se compose de 216 250 actions d'une valeur nominale de 15,50 euros chacune, détenues à hauteur de 100 % par Saint-Gobain Glass France.

b) Variation des capitaux propres

en euros

| Intitulé | Ouverture | Impact changement de méthode | Report à nouveau | Dividendes | Résultat 2020 | Autres | Clôture |
|-------------------------------|-------------------|------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------|----------------|-------------------|
| Capital social | 3 351 875 | | | | | | 3 351 875 |
| Prime d'émission | 769 086 | | | | | | 769 086 |
| Ecart de réévaluation | | | | | | | 0 |
| Réserve légale | 359 627 | | | | | | 359 627 |
| Réserves ordinaires | | | | | | | 0 |
| Report à nouveau | 6 924 088 | | 1 764 640 | | | | 8 688 728 |
| Acompte sur dividendes | | | | | | | 0 |
| Provision réglementées | 2 951 313 | | | | | 176 965 | 3 128 278 |
| Subvention d'investissement | | | | | | | 0 |
| Résultat de l'exercice | 7 058 561 | | -1 764 640 | -5 293 920 | -1 973 283 | | -1 973 283 |
| TOTAL Capitaux Propres | 21 414 550 | 0 | 0 | -5 293 920 | -1 973 283 | 176 965 | 14 324 312 |

c) Provisions réglementées

| (en milliers d'euros) | 01/01/2020 | Impact changement de méthode | Augmentation | Diminution | 31/12/2020 |
|--------------------------------|--------------|------------------------------------|--------------|-------------|--------------|
| Provision pour investissement | | | | | 0 |
| Provision pour hausse des prix | | | | | 0 |
| Amortissements dérogatoires | 2 951 | | 389 | -212 | 3 128 |
| Autres provisions réglementées | | | | | 0 |
| TOTAL | 2 951 | 0 | 389 | -212 | 3 128 |

3.4. Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif

Variation des provisions pour risques et charges et pour dépréciations sur actif circulant et immobilisé

| (en milliers d'euros) | 01/01/2020 | Impact changement de méthode | Dotation | Utilisation | Reprise | 31/12/2020 |
|---|------------|------------------------------------|----------|-------------|---------|------------|
| Provision retraite | | | | | | 0 |
| Provision indemnités de fin de carrière | | | | | | 0 |
| Provision autres avantages LT personnel | 266 | | 9 | | -24 | 251 |
| Provision CATS | | | | | | 0 |
| Provision litiges chantiers | | | | | | 0 |
| Divers (1) | 1 288 | | 3 012 | | -772 | 3 528 |
| Provisions impôts | 0 | | | | | 0 |
| TOTAL | 1 554 | 0 | 3 021 | 0 | -796 | 3 779 |
| Provisions dépréciations sur actif circulant | 1 601 | | 3 616 | | -825 | 4 392 |
| sur autres actifs immobilisés | | | | | | 0 |
| TOTAL | 1 601 | 0 | 3 616 | 0 | -825 | 4 392 |

(1) La ligne divers comprend des provisions pour litiges qualité, personnel, perte de change, et UP/AP.

3.5. Etat des créances et dettes par échéances

| (en milliers d'euros) | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance +1 an -5 ans | Échéance +5 ans |
|---|--------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------|
| Actif immobilisé : | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Autres immobilisations financières | 0 | 0 | | |
| Actif circulant : | 15 378 | 14 777 | 601 | 0 |
| . Créances clients | 9 080 | 8 479 | 601 | |
| . Créances diverses | 6 298 | 6 298 | | |
| Charges constatées d'avance : | 137 | 137 | | |
| Dettes financières : | 28 550 | 103 | 28 447 | 0 |
| . Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 0 | 0 | 0 | |
| . Dettes financières diverses (2) | 28 550 | 103 | 28 447 | |
| Dettes d'exploitation et diverses (1) | 16 172 | 16 172 | | |
| Produits constatés d'avance : | 226 | 226 | | |

(1) dont 10 035 K€ de charges à payer

(2) dont 28 000 K€ auprès de la Cie Saint-Gobain

3.6. Comptes rattachés

Les **charges constatées d'avance** s'élèvent à 137 K€ et sont principalement constituées de :

- 117 K€ d'assurances
- 20 K€ de marchandises – factures non reçues

Les **charges à payer**, qui s'élèvent au total à 10 035 K€, sont constituées principalement :

- de dettes fournisseurs d'exploitation pour 3 318 K€
- de dettes fiscales et sociales pour 4 721 K€
- de dettes fournisseurs d'immobilisations pour 285 K€
- autres dettes pour 1 692 K€
- Emprunts et dettes financières divers pour 19 K€

3.7. Transactions avec des parties liées

Aucune transaction n'a été conclue avec des parties liées qui soit significative et à des conditions anormales de marché.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Par secteur géographique

Le chiffre d'affaires net réalisé en France représente 44 % du chiffre d'affaires net total (49 % en 2019), contre 56 % pour le chiffre d'affaires net export (51 % en 2019).

Par activité

Sully a atteint, en 2020, un Chiffre d'Affaires de 65 038 K€, soit une baisse de 22.82 % par rapport à l'année précédente.

4.2. Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges

Au cours de l'exercice, le montant global des dépenses de Recherche et des coûts de Développement s'est élevé à 3,72 Millions d'euros.

4.3. Résultat financier

(en milliers d'euros)

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

| | |
|--|-------|
| - Dividendes | |
| - Quote-part de résultat GIE / SCI / SNC | |
| - Dotations / reprises médailles travail & Unité Performance | - 2 |
| - Intérêts financiers nets | - 102 |
| - Résultat de change | - 95 |
| | ----- |
| Résultat financier | - 199 |

4.4. Résultat exceptionnel

(en milliers d'euros)

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

| | |
|---|-------|
| - Solde net des dotations / reprises sur amortissements dérogatoires | - 177 |
| - Solde net des dotations / reprises sur provision pour impôts | |
| - Solde net des dotations / reprises sur provisions pour litiges | - 275 |
| - Solde net des dotations / reprises sur autres provisions risques et charges | |
| - Charges et produits exceptionnels de gestion | - 114 |
| - Plus et moins-values de cessions | 2 |
| | ----- |
| Résultat exceptionnel | - 566 |

4.5. Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel

| Répartition | Résultat avant impôt | Impôt dû | Résultat net après impôt |
|--|----------------------|----------|--------------------------|
| Résultat courant hors participation | -2 093 | 88 | -2 005 |
| Résultat exceptionnel à court terme | -566 | 158 | -407 |
| Résultat exceptionnel à long terme | | | 0 |
| Participation des salariés aux fruits de l'expansion | 41 | -11 | 29 |
| Contribution sociale sur les bénéfices | | | 0 |
| Créance d'impôt à raison des pertes fiscales antérieures | | | 0 |
| Crédit d'impôt recherche | | 527 | |
| Correction années antérieures | | -117 | |
| Impôts | | | 0 |
| Résultat comptable | -2 618 | 645 | -1 973 |

4.6. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Les éléments entraînant un décalage d'imposition conduisent à un allègement de la dette future d'impôt de 172 K€, calculé au taux de 25,80 %.

La situation fiscale latente s'analyse comme suit :

| en milliers d'euros et en base impot | Montants en K€ |
|--|-------------------|
| BASES D'IMPOTS DUS : | |
| . Provisions réglementées : | -3 128 |
| - Provision pour hausse des prix | |
| - Provision pour fluctuation des cours | |
| - Provision pour investissements | |
| - Amortissements dérogatoires | -3 128 |
| . Subventions d'investissement | |
| . Produits non imposables temporairement : | 0 |
| (à réintégrer l'année de leur acquisition) | |
| - plafonnement TP | |
| TOTAL ACCROISSEMENTS | -3 128 |
| BASE D'IMPOT PAYE D'AVANCE : | |
| . Charges non déductibles temporairement : | 2 461 |
| (à déduire l'année suivante) | |
| - Provision pour risques et charges | |
| - Provision pour congés payés | 2 394 |
| - Provision pour bonus à payer | |
| - Contribution solidarité | 67 |
| - Participation | 0 |
| TOTAL ALLEGEMENTS | 2 461 |
| SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE | -667 |
| Impôt dû sur plus-values différées | |
| Crédit à imputer sur : | 0 |
| - Amortissements réputés différés | |
| - Déficit reportables | |
| - Moins-values au taux réduit | |
| SITUATION FISCALE LATENTE NETTE | -667 |

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Engagements financiers

a) Retraite

A leur départ en retraite, les salariés de la société reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective. De même au cours de leur vie professionnelle, les salariés acquièrent progressivement l'ancienneté déterminant l'attribution des pensions ou rentes auxquels ils peuvent prétendre à la fin de leur période d'activité.

Le montant cumulé de ces engagements sociaux non provisionnés a été évalué au 31 décembre 2020 à 4 535 K€.

Ils recouvrent, d'une part, les indemnités de fin de carrière à hauteur de 4 469 K€ et, d'autre part, les rentes viagères à hauteur de 66 K€. Les rentes viagères concernent les retraités, les préretraités et les actifs "futurs ayant droit".

L'estimation actuarielle des prestations accordées repose sur la méthode des unités de crédit projetées fondée sur le salaire de fin de carrière et les droits déterminés à la date d'évaluation.

Les calculs actuariels de ces engagements sont effectués par un cabinet spécialisé.

b) Autres engagements financiers

Les achats de devises à terme s'élèvent à 7175 K€ au 31 décembre 2020.

Les cautions et avals délivrés par la BNP s'élèvent 671 K€ .

5.2. Effectif moyen

| Effectif moyen | | | |
|-----------------------------------|-------------------|---|------------|
| | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'entreprise | TOTAL |
| Cadres | 58 | | 58 |
| Agents de maîtrise et Techniciens | 87 | | 87 |
| Employés | 324 | 5 | 329 |
| TOTAL | 469 | 5 | 474 |

5.3. Rémunération des organes d'Administration

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cette information conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5.4. Consolidation

Les comptes individuels de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la Compagnie de Saint-Gobain.

5.5. Intégration fiscale

Depuis le 01/01/1993, la société est comprise dans un périmètre d'intégration fiscale conformément à l'accord qu'elle a donné à l'option exercée par la Société Mère en application de l'article 223 A du Code Général des Impôts.

La convention d'intégration prévoit la neutralité fiscale pour les filiales intégrées. Dans leurs relations avec la Compagnie de Saint-Gobain, société mère intégrante, les filiales acquittent leur impôt comme si elles étaient imposées séparément.

En cas de sortie du Groupe, les filiales déficitaires n'ont droit à aucune indemnisation au titre des déficits transmis à l'intégrante pendant la période d'intégration.

5.6. Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan

NEANT

5.7. Autres éléments significatifs

NEANT

5.8. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

NEANT